

2 Politique

Sommet sur la réduction des Risques de catastrophes

La voix du Gabon portée par Lambert-Noël Matha

O'. N. (Sce : ministère de l'Intérieur)
Libreville/Gabon

Le ministre de l'Intérieur, également en charge de la gestion des catastrophes dans notre pays, a représenté le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à Cancun (Mexique), aux assises qui se sont tenues du 22 au 27 mai dernier. Plusieurs chefs d'Etat, dont Alpha Condé de Guinée, y ont pris part. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le numéro un mexicain, Enrique Pena Nietto.



Photo : D.R

Le ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, a représenté le chef de l'Etat aux assises du Mexique.



Photo : D.R

Quelques délégués ayant pris part au sommet de Cancun.

UN sommet sur la réduction des risques de catastrophes s'est tenu du 22 au 27 mai dernier à Cancun au Mexique. Ces assises qui ont vu la participation de plusieurs chefs d'Etat, dont le Guinéen Alpha Condé, par ailleurs président en exercice de l'Union africaine (UA), ont été ouvertes par le président mexicain Enrique Pena Nietto. Invité à ce rendez-vous mondial parrainé par l'Onu, le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba y a été re-

présenté par le ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, également en charge de la gestion des catastrophes dans notre pays. Ce sont au total 7 000 délégués représentant 189 pays qui ont participé à cette 5e Plate-forme mondiale sur la réduction des risques de catastrophes. Il s'agissait pour eux «d'examiner le début d'exécution par les Etats du Cadre de Sendai (2015-2030)». Chaque pays a donc pris la parole pour exposer ses

avancées en rapport avec ce Cadre. C'est ainsi qu'au nom du numéro un gabonais, le ministre Matha a réaffirmé l'engagement du Gabon et de ses autorités, engagements en phase avec ceux de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de l'UA, face aux enjeux majeurs liés à la réduction des risques de catastrophes, par des «actions d'envergure et ciblées». Parmi celles-ci, le ministre de l'Intérieur a cité : la

création d'une structure administrative pour la gestion des risques de catastrophes avec des services déconcentrés ; le renforcement des capacités de la Plate-forme nationale pour la prévention et la réduction des risques de catastrophes ; le renforcement du cadre juridique pour la résilience de l'habitat et la réduction des constructions anarchiques emphatiques à la troisième Conférence des Nations unies sur le logement et le développement durable.

A celles-ci, il ajoutera l'identification des zones à risques par la catégorisation géospatiale à l'aide de l'Agence gabonaise d'Etudes et d'Observation spatiale (AGEOS) et suivi de la coopération régionale et internationale dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques de catastrophes, entre autres. Lambert-Noël Matha a, en outre, indiqué que pour appuyer les Etats comme le Gabon, exposés régulièrement aux catastrophes, «il faut un ac-

compagnement technique du Système des Nations unies afin de répondre efficacement à cette problématique aggravée par les changements climatiques». A noter aussi qu'en marge de ce sommet, le représentant du chef de l'Etat, a reçu le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Protection civile (OIPC), Vladimir V. Kuvshinov. Avec ce dernier, il a été question d'aborder l'état de la coopération entre le Gabon et l'OIPC.

Opposition/Union nationale

Casimir Oye Mba appelle à " l'organisation d'un troisième Dialogue politique "



Photo : Chris Oyame

Le vice-président de l'UN, Casimir Oye Mba, lors de son propos.



Photo : Chris Oyame

Quelques cadres de l'UN présents dans la salle.



Photo : Chris Oyame

De nombreux militants étaient également de la partie.

C.O.
Libreville/Gabon

Aux yeux du vice-président de l'Union nationale aussi, le traumatisme né de la dernière Présidentielle n'est pas la seule cause qui plombe le pays. Il y a également la crise économique consécutive à la baisse des cours du baril du pétrole, les errements et les approximations de la gouvernance. Une situation qui fait éclater les grèves dans les secteurs public et privé.

AU cours de la déclaration qu'il a faite, vendredi der-

nier, à la Chambre de Commerce de Libreville, le vice-président de l'Union nationale (UN), Casimir Oye Mba, a appelé "à l'organisation d'un troisième Dialogue politique". En ce sens que, selon lui, on croiserait les conclusions et résolutions issues du Dialogue national inclusif et sans tabou initié par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et celles des assises organisées, du 19 au 23 décembre 2016, à l'initiative de Jean Ping et ses partisans. Il juge cette initiative d'autant plus primordiale que, face à la crise sociopolitique qui prévaut en ce moment dans notre pays, il importe que Ali Bongo Ondimba et Jean Ping, présen-

tés comme étant les deux principaux protagonistes de la crise actuelle, "posent des actes qui enclencheront dans les esprits le processus de l'apaisement et de sortie de crise." Et l'ancien Premier ministre de feu Omar Bongo Ondimba de s'interroger : "Pourquoi s'interdire de rechercher et d'organiser une convergence entre ces deux réflexions ?", tout en poursuivant : "Ali Bongo Ondimba étant aux commandes du pays, il pourra transcrire les idées de son Dialogue dans les textes, qui s'imposeront à tous. Ce qui ne sera probablement pas le cas des conclusions du Dialogue de Jean Ping. Il faut parler, les Gabonais doivent se parler".

Aux yeux d'Oye Mba, Ali Bongo Ondimba et Jean Ping sont les principaux protagonistes de la crise actuelle parce que "Jean Ping a été élu pour diriger le pays et que Ali Bongo Ondimba s'est emparé du pouvoir et l'exerce". Dans tous les cas, a-t-il poursuivi, ces deux personnalités "doivent fermer leurs oreilles aux incitations des faucons de leurs camps respectifs, dépasser leurs propres personnes pour s'élever et se hisser au niveau des exigences du moment. L'un et l'autre doivent faire des sacrifices, pour sortir le Gabon de l'impasse". Dans une salle comble, l'orateur a précisé que cette démarche s'inscrit

dans la pure tradition bantou qui voudrait que, quand surgit un problème entre les hommes, ceux-ci se parlent pour explorer patiemment les voies et les moyens de le résoudre. "A continuer à nous regarder en chiens de faïence, calés dans nos certitudes, nous mettons le Gabon en péril. Nous risquons de glisser insensiblement vers un dérapage fatal. Notre pays attend de ses enfants qu'ils se comportent en hommes et femmes civilisés qui, pour vaincre leurs différends, n'ont pas recours aux armes ou à la violence. Le Gabon a besoin de patriotes capables de le placer au-dessus de tout autre considération", a-t-il martelé. Dans cette perspective, il a

tenu à rappeler que sans Simon Oyono Aba'a et son Mouvement de redressement national (Morena), il n'y aurait pas eu la Conférence Nationale en 1990. De même que sans Pierre-Louis Agondjo Okawé et Paul Mba Abessole, il n'y aurait pas eu les Accords de Paris en 1994 et sans Pierre Mamboundou, il n'y aurait pas les Accords d'Arambo en 2006. "Des précédents qui devraient interpeller tous les Gabonais sur la nécessité de débloquent le pays", a-t-il avancé. Et d'ajouter "face à ce blocage, il ne faut pas croiser les bras et attendre. Essayons de faire quelque chose", a-t-il conclu.